LE LOUISIANAIS
Publié par J. G[illegible]
[illegible]

Prix de l'abonnement, pour un an, $[illegible]

Law is a solemn expression of legislative will.
(Civil Code of the State of Louisiana.)

[illegible] 1871.

Le Louisianais,

JOURNAL DE GENTILLY EN SAINT-JACQUES.

PRIX DES ANNONCES:

Par carré de dix lignes, ou moins, pour la première insertion $1 50c

Par carré de chaque publication subséquente 75c

Les communiqués de nature personnelle et les avis à l'année se règleront de gré à gré avec l'Editeur.

La liberté finit où commence la licence.

Vol. 6.............................No. 31.

[illegible] du journal, près du Collége Jefferson, St-Jacques, rive gauche.

Pour lettres, journaux, échanges et papeterie, adressez à *Convent Post-Office*.

NOS PRINCIPES.

République d'ordre, d'honnêteté et de justice.

Suffrage universel pour tous, excepté pour les criminels et les vagabonds.

Union civique des Louisianais blancs et des Louisianais de couleur.

Education pour tous.

Plus de Carpet-baggers politiques en Louisiane, ni de vagabonds fainéants.

Egalité politique entre les naturalisés et les natifs.

Appels et avances à l'immigrant laborieux.

Respect à la loi.

L'honnête homme en haut, le malhonnête en bas.

La Louisiane doit être gouvernée par l'honnêteté et l'intelligence.

L'Allemagne.

I.

L'Allemagne vient de commettre un crime, plus même qu'un crime: une faute.

Elle s'est asservie en se faisant vassale d'un roi prussien, en créant un empire et un empereur, en ajournant pas le militarisme le triomphe de la démocratie européenne et de la république démocratique.

Son œuvre ne se rattache par rien de grand et rien de légitime au dix-neuvième siècle de la civilisation et de la solidarité des peuples. On dirait une page du moyen âge, quelque chose comme la résurrection d'un monde féodal, et certainement une mauvaise œuvre. L'Allemagne, une pensée, a agi comme une machine irresponsable. Son esprit a enfanté un monstre. Qui donc aurait prévu qu'elle aboutirait à un caporalisme prussien, qu'elle se matérialiserait dans la force brutale, qu'elle se glorifierait dans le despotisme, quelle cesserait entièrement et complètement d'être la fille de l'idée et la servante du droit?

Nous ne lui reprochons point son triomphe contre la France du chauvinisme et du bonapartisme. Attaquée, elle s'est défendue. Et qui sait, sans elle, si la France impériale n'aurait pas façonné l'Europe selon un absolutisme coupable? Il n'est pas juste qu'un peuple asservisse un peuple, qu'une nation devienne la proie d'une nation, qu'une Allemagne soit militairement à la merci d'une France? L'heure nous semble venue pour d'autres principes, pour un équilibre reposant sur la justice et le droit, pour une paix maintenue sans les gros bataillons et sans les armées permanentes. Chauvin a fait son temps, et sa gloire est trop sanglante. Les hommes sont partout des hommes, et c'est le hasard qui vous fait Allemands ou Français.

Que l'Allemagne se réjouisse donc, puisqu'elle craignait l'envahissement et la conquête, d'avoir vaincu. Sans partager sa joie, sanglante, nous la comprenons.

Mais à qui donc va profiter la victoire allemande? L'Alsace et la Lorraine, en devenant prussiennes, vont-elles amoindrir la puissance du Guillaume? Ce Guillaume, en devenant empereur, va-t-il garantir à ses sujets une de ces libertés qui changent la face d'un monde? Et si ce n'est pas la liberté pour l'Allemagne et pour l'Europe, sera-ce au moins la paix?

Ce ne sera pas même la *paix*.

Il y a eu conquête, et il y aura revanche. Les droits modernes ont été brutalement méconnus, foulés aux pieds, violés dans ceux qui ne pouvaient être responsables des crimes et des folies d'un empereur. C'est donc la guerre à courte échéance, avec ses représailles, faisant de l'Allemagne un champ de combat, autorisant la conquête de demain par la conquête d'aujourd'hui; ajournant l'heure des pacifications et des fédérations, entravant le progrès humain dans sa marche souveraine et régulière. On sans, n'en doutez point, recours à la force. Quelques années, quand on s'appelle la France, suffisent pour se préparer, marcher, et vaincre à son tour. Et si l'Allemagne d'hier était neutre, étant libre, elle sera responsable demain, étant prussienne. On pourra la frapper comme empire et comme despotisme. Vassale de Guillaume et de Bismark, elle ne pourra point invoquer les principes qu'elle aura foulés aux pieds dans un moment d'enivrement militaire et de folie glorieuse.

Oui, l'Allemagne, en faisant un pas au-delà de Sédan, a commis un crime et une faute.

II.

Et son excuse?

Elle voulait, disait-on, réaliser l'unité germanique.

Ce sont là de grands mots qui grisent les [illegible], et que les [illegible] exploitent habilement.

L'unité est certainement un principe, et le monde tend plus ou moins vers cette unité. [illegible]

vons même, quand les peuples auront pendu le dernier des rois et des empereurs, que nos descendants verront de semblables Etats-Unis et ne s'égorgeront plus pour le compte de quelques scélérats couronnés.

Mais si l'unité nationale,—seconde étape politique vers l'unité humaine,—est un progrès dont il faille se réjouir, il ne faut pas que cette unité emprunte quelque chose aux formules du passé et ressuscite l'un de ces empereurs qui mentent à la civilisation et au progrès. On se condamne toujours en rétrogradant vers le passé. Certes, il est permis de se grouper, de se s'associer, de constituer un tout, de se nationaliser pour une œuvre de vie et de grandeur, de donner à une patrie commune une forme arrêtée et une constitution suprême, d'être Allemands ou Français à l'heure des patries légitimes; mais il faut que la liberté entre dans tout cela comme partie intégrante et souveraine. L'unité sans la liberté vaut moins encore que la liberté sans l'unité, si toutefois ces deux mots ne sont pas synonymes. L'autonomie des villes grecques, comme nous le savons, était préférable au despotisme des successeurs d'Alexandre. Et l'Allemagne d'hier, même avec ses ducs, ses margraves, ses roitelets et ses rois, formait une confédération qui n'était pas sans raison d'être et sans valeur libérale. Les empereurs comptaient avec elle, les rois ne la dédaignaient pas, et la Prusse aussi bien que l'Antriche disparaissaient dans son ombre. Est-ce que le Prussien et l'Autrichien ne sollicitaient pas ses bonnes grâces? Est-ce qu'ils osaient quelque chose sans elle? Politiquement, sans même armer, elle équilibrait l'Europe. Intellectuellement, et par ses penseurs et ses savants, elle était la tête de colonne de la démocratie. Nous savons bien que sa confédération était informe, que ses muscles ne jouaient pas librement, qu'elle avait besoin d'un fédéralisme plus complet, que l'unité pouvait lui donner une existence nouvelle et un caractère plus énergique; il n'était pas bon qu'elle se consumât douloureusement sur sa pensée, que la féodalité des burgraves la tînt éternellement opprimée et irresponsable, que de misérables rois et roitelets s'opposassent à sa légitime et régulière expansion; et pourquoi donc, au demeurant, n'aurait-elle point réalisé une unité que réclamaient le temps, la langue, l'origine, la civilisation, la liberté et la démocratie?—Sans doute, sans doute, et l'Allemagne n'était point tenue à vivre et à mourir dans le cercle que le Bonaparte I avait despotiquement tracé autour d'elle; mais l'Allemagne, non plus, ne devait pas, par une espèce de démence incompréhensible, abdiquer ses droits, son autonomie, son libre arbitre, sa nationalité, jusqu'à son nom glorieux, pour devenir niaisement et sottement prussienne.

III.

Oui, elle est prussienne.

Elle n'a point absorbé, elle a été absorbée.

Elle a vaincu pour un autre, et son dos a servi de marchepied pour cet autre.

Tout en conservant ses rois, ses roitelets, ses ducs, ses burgraves et ses bandits, elle s'est attaché au talon un boulet de forçat, un empereur. Bismark est aujourd'hui son maître, son chancelier, le représentant de ses droits. Guillaume entend qu'elle le serve comme on servait les illustres scélérats du moyen âge. Quant au parlement d'Allemagne, désormais une dérision, il jouira de toutes les immunités compatibles avec le despotisme impérial. Jacoby en fera-t-il partie? S'il en fait partie, combien de temps lui permettra-t-on de discuter le nouvel autocrate? Après tout, comme l'Allemagne a voulu l'*unité*, on la lui donnera en supprimant la dernière de ses franchises municipales et la dernière de ses libertés allemandes. Il faudra que tout devienne prussien, depuis le casque jusqu'au cœur, depuis la loi jusqu'au nom, envers et contre tous, malgré protestations et révoltes, par logique et brutalité de centralisation. Les Bavarois et les Saxons perdront leurs codes et leurs rois; les Badois ne perdront que leurs ducs. Cela est forcé, fatal, dans l'ordre. C'est à cela qu'aboutira le *pangermanisme* de Bismark. Et qui donc pourrait s'en plaindre? L'Allemagne l'aura voulu. N'a-t-elle pas bénévolement fabriqué un monstre impérial? N'a-t-elle pas aussi, dans une heure de criminelle folie, autorisé le bandit prussien à démembrer la France au profit d'une Prusse? Et pourquoi serait-elle traitée plus libéralement que la Lorraine et l'Alsace?

L'Allemagne a donc commis un crime et une faute.

Elle s'est mise à la queue de la civilisation.

Elle est désormais la Prusse, et rien que la Prusse.

Osera-t-elle se reconnaître demain? Elle est entrée dans une caserne, elle s'est affublée d'un uniforme militaire, elle a mis lâchement sa volonté aux pieds d'un maître indigne et étranger. Elle ne s'appartient plus, ayant été complice. Qui la saluera comme la reine du droit? Saura-t-on la trouver ailleurs qu'à Berlin? Pourra-t-elle dire que Frédéric n'a pas été son roi? Ses Universités, désormais contrôlées par l'empereur, ne seront plus des pépinières d'hommes et de penseurs. Le militarisme, une monstruosité prussienne, absorbera toutes les énergies, toutes les intelligences, toutes les forces du pays. Ce sera le gouvernement de la "force primant le droit," du césarisme brutal, du despotisme [illegible] terrible. Les [illegible] jusqu'à la honte [illegible] que les

hommes sont libres, citoyens et frères; que les peuples ne doivent point être traités comme un troupeau de bêtes, et que la démocratie, une libératrice, est la religion des grands cœurs et des grands peuples? Entendra-t-on, pendant qu'ils riront, boiront s'enivreront, les sommations du progrès humain? Quand il sera aussi glorieux qu'infâme d'être courtisan impérial, quand les honnêtes Allemandes se déshonoreront aux Tuileries de Berlin, sera-t-on la vieille Allemagne d'autrefois, celle qui vivait par l'idée, par l'amour, par Dieu?

L'Allemagne est vaincue.

IV.

Il ne fallait donc point assassiner l'*idée* française qui était l'*idée* démocratique et moderne.

Et si la France, oublieuse de sa mission et souillée par la souillure impériale, ne savait plus tenir en main le drapeau des affranchissements et des démocraties, il fallait prendre ce drapeau, le lever haut, le montrer aux nations, et marcher à la tête de ces nations. Mais l'injure à la France était de trop, étant une lâcheté. Quant à se prussifier en plein dix-neuvième siècle, au profit de Guillaume et de Bismark, par asservissement volontaire, en mépris de toute dignité et de tout progrès, cela est démence, et criminelle démence. Quand un Czar de Russie applaudit, que doit-on penser? Et notez, ô braves Allemands, que ce bandit russe vient d'être nommé colonel du 1er. régiment de la garde de Guillaume. Cela vous honore sans doute. Et comme les despotismes sont cousins, vous êtes les cousins du Czar. Non contents d'assassiner un peuple pour un roi, vous vous mettez au service des rois contre les peuples. Votre place n'est au premier rang que pour la boucherie, et la Hesse fournit encore des mercenaires contre toute nation qui veut s'affranchir. Qu'attendre de vous? Faut-il vous mettre au ban de l'humanité et vous combattre jusqu'à la mort? Nous le craignons bien. Nous voudrions cependant voir l'Allemagne une, grande et démocratique. Au reste, pourquoi condamner avant l'heure? Le crime est commis, et la faute est faite; la Prusse militaire triomphe momentanément. Ne le comprend-on pas à la tristesse de l'Europe et du monde? Mais cela peut encore être racheté. Que l'Allemagne le veuille, et la république est un fait. Ne saurait-elle, quand sera passé l'enivrement de la victoire, briser les gonds et les portes de sa prison féodale, balayer ses princes et ses principicules, jeter à l'échafaud la tête de son Bismark et de son Guillaume, proclamer la souveraineté des droits populaires, convoquer l'Europe des peuples à la Diète de la Confédération suprême, racheter ainsi par la révolution démocratique le crime de l'avilissement impérial?

C'est là une mission, une mission sainte. Au reste, si l'Allemagne ne la comprend pas, elle subira le châtiment réservé à ceux qui se servent de la force pour le mal. Restant barbare et prussienne, conquérante un jour, elle sera conquise et humiliée. Le dix-neuvième siècle nous en répond. Ce siècle n'est pas aux rois, aux maîtres, aux autocrates, à la violence, à ce qui fait honte à l'humanité et peine à Dieu, mais au droit imprescriptible et inviolable. Nous affirmons, sans crainte de nous tromper, aujourd'hui comme hier, que trois choses seront balayées dans ces derniers temps. L'esclavage des noirs et la papauté temporelle, une infamie et une vieillerie, ont déjà disparu; la troisième, la royauté, une infamie et une vieillerie tout à la fois, ne verra pas l'année 1880. Ce sont là trois choses marquées du signe de mort, condamnées, que nos fils ne pleureront pas.

Rien ne saurait les sauver, pas même l'égorgement d'une autre France par une autre Allemagne. Le monde a soif de vie et de liberté; il n'est fou que parcequ'on le comprime dans ses aspirations. Permettez-lui de vivre, et il aura la foi calme, bonne, religieuse, vraie à Dieu, vraie aux hommes, vraie aux peuples. Et les nations travailleront alors pour des vérités et non des mensonges, pour des fêtes et non des boucheries, pour une liberté et un progrès dont on cessera de ramasser les lambeaux dans le sang des peuples massacrés.

Allemagne anti-prussienne, comprends cela.

Si cette mission ne convient point à ton âme, si tes fils se plaisent sous le casque du barbare, si tes savants deviennent serviles et tes femmes courtisanes, qu'importe! La France est mal tuée, et Dieu nous dit qu'elle renaîtra de ses ruines, grande, belle, éblouissante, les mains pleines de lumières et de libertés, Christ de la transfiguration et de l'idéale splendeur.

Nouvelles.

"Montmartre,—et peut-être bien Paris,—qui ne veut pas de Thiers, qui ne veut pas de l'Assemblée nationale, qui ne veut pas de royauté, qui veut la république, qui veut le siége du gouvernement à Paris, n'a pas voulu se laisser désarmer. L'insurrection a gagné, pris de la force et de la consistance et s'est organisée sous un comité révolutionnaire. Soldats, gardes nationaux et peuple ont fraternisé. Les généraux Lecomte et Clément Thomas ont été pris, condamnés et exécutés. Une nouvelle du 19, 10 heures P. M., dit: "Les gardes nationaux de Montmartre sont [illegible] de la Garde Nationale de Paris sur la place Vendôme." La [illegible] rive droite semble être aux mains des révolutionnaires. Quant à Thiers, il lance des proclamations, menaces, etc.... l'empereur Guillaume ordonne à son armée en marche de [illegible] pas.

C'est du sang, et c'est la guerre civile.

Paris ne veut point pardonner aux généraux qui ont trahi ou failli, aux avocats qui ont livré la capitale, aux prétendus républicains qui conspirent contre la république. Il y a de la folie et de la rage dans cette ville que personne n'a su ni comprendre ni sauver, qui voulait mourir héroïquement et qu'on a ouverte aux Prussiens.

Plus tard.—Chanzy aurait été pris et fusillé. Vinoy aurait eu la même sort.—Les troupes ont passé et passent aux insurgés.—Le peuple est maître de Paris sans contrôle, et le comité des Gardes nationaux siége en souverain.—Le général Duval commande les révolutionnaires.—Le gouvernement de Versailles perd la tête et parle de donner la dictature à Faidherbe.—Des élections pour *la commune* ont dû avoir lieu mercredi.—Des insurgés sont partis pour Versailles. On rapporte que le gouvernement de monsieur Thiers a fui de cette ville, pour Orléans ou Tours.

Le Bonaparte est en Angleterre.

—Chanzy n'est que prisonnier.—Thiers ordonne à Vinoy, qui n'est pas mort, de supprimer à tout prix l'insurrection.—Thiers a été sommé par les Parisiens d'avoir à transporter son Assemblée nationale à Paris.—Versailles, l'ex-camp prussien, ressemble à un camp. Les prisonniers de Metz et de Sédan offrent leur concours au gouvernement de Thiers. Mais lesquels? Les soldats ne sont guère disposés à obéir à Bazaine & Cie. —Rouen proteste contre Paris.—M. Thiers fait appel à la province. Il espère cette fois qu'elle *sauvera* Paris.—Rouher a été arrêté à Boulogne, et simplement maltraité.

Le Bonaparte est acclamé par les badauds anglais. Cette dernière honte lui manquait.

Ici et là.

—:o:—

Travail.—On dit que le "Louisianais" va bientôt disparaître.

Ce ne serait point un miracle, pas même une chose fâcheuse. D'autres,—qui valaient mieux que lui,—n'ont pas vécu six ans.

Quoiqu'il en soit, en attendant ce demain ou ce surlendemain, le "Louisianais" continuera tranquillement et honnêtement son chemin de voyageur. Comme il a beaucoup de choses à dire et à répéter, comme il peut encore rendre quelques services aux hommes qu'il aime, comme il n'entend mourir qu'à son heure et à son choix, il emploiera ses derniers moments à la façon des philosophes et des amis de la vérité.

L'écoutera qui voudra.

Mais il ne se laissera brider par aucune considération d'intérêt, de clique, de parti ou de classe.

Ceux qui meurent ne savent point flatter. Et quand nous vivions, le savions-nous?

Adonc, c'est pour la millième fois que nous répèterons ce qui suit à nos amis louisianais:

"Citoyens et amis, planteurs et agriculteurs, vous vous sauverez par le travail, par l'agriculture, avec l'immigration des blancs responsables et co-associés, mais jamais par la politique ignoble et ordurière, et pas même par le salariat des Caucasiens.

Oui, le travail auquel nous devons demander un salut immédiat n'est point un travail servile, le travail de l'affranchi, le travail du Chinois ou du salarié flottant, le travail coûtant plus qu'il ne rapporte, le travail irresponsable et stupide, le travail qui ne fait ni des hommes ni des citoyens. Ce travail-là, aveugle ou hybride, nous mène tout simplement et tout directement à la ruine. Et non seulement il nous conduit à la ruine certaine et rapprochée, mais encore il éloigne de nous le producteur laborieux et l'acquéreur possible.

En doutez-vous? Pierre était malade, Pierre est mourant, Pierre sera mort: telle est notre vie de trois jours. Les courtiers de la Nouvelle-Orléans le savent bien.

Et cependant, ô braves gens, que faisons-nous?

Nous dépensons nos derniers sous, la suprême ressource du pauvre diable, à faire venir des noirs de la Caroline ou des Chinois de l'Enfer. Quand il s'agit d'une telle marchandise et de telles drogues, nous n'hésitons point à hypothéquer la terre, la propriété et l'Etat. Mais s'agit-il des blancs?—Alors nous sommes tièdes, froids, circonspects, méfiants, comme sans générosité, petits à faire peur. On croirait que les blancs nous épouvantent. Nous épouvanteraient-ils? Pas un pas vers eux, pas une avance, pas un maravédis pour le voyage. Ces blancs seraient-ils des voleurs? En aucune façon; mais ils sont des hommes.

Et il faut compter avec des hommes.

Et les Lorrains et les Alsaciens, en échange d'un travail sérieux, consciencieux, sauveur et viril, doivent être traités autrement que des Chinois sans virilité, des noirs sans responsabilité, des vagabonds sans conscience. Leur force et leur morale ont leur source dans l'amour de la propriété. Et c'est ce que nous ne devons point oublier, nous qui possédons d'immenses habitations incultes,—habitations sur lesquelles nous mourrons misérablement, pareils aux avares qui meurent de faim sur un tas d'or.

Louisianais, mes amis, la meilleure des politiques est celle de la générosité.

Et mettons-nous bien dans l'esprit qu'il ne s'agit plus de recrépir, mais de faire du nouveau. Qu'attendons nous donc, nous qui avons tant attendu?

Faut-il, pour que nous comprenions le danger d'habiter une vieille masure, que la masure nous tombe sur le dos et nous écrase?

En tout cas, si c'est cela que nous attendons, notre attente ne sera pas longue."

A Bord.—Ce dialogue est historique, et c'est à bord du St-John, devant le Bonnet Carré, que nous l'avons recueilli.

—John, as-tu payé ton passage?

—Pas encore.

—Mais nous approchons du Landing!

—Oui; mais nous pourrons sauter, couler et nous noyer.

—Sans doute. Est-ce une raison pour ne point payer?

—Parbleu! Si nous sautons avant de débarquer, j'économise quatre piastres.

Dialogue.—Autre dialogue.

—Mais, M. l'Editeur, pourquoi ne m'envoyez-vous pas votre "bill"? Je vous dois un abonnement.

—Mon cher monsieur, je ne demande jamais d'argent à un gentilhomme.

—Fort bien, en vérité. Et comment alors payez-vous vos fournisseurs et vos ouvriers?

—J'attends d'abord, j'attends ensuite, et j'attends encore; et lorsque les gentilshommes ne m'ont pas payé, je m'adresse à mes débiteurs.

—Et si ces débiteurs nient la dette?

—Je leur demande excuse et pardon.

Gentilly.—Gentilly en St-Jacques vivra plus longtemps que son fondateur. Les hommes s'en vont, mais les villes restent.

Nous mourrons donc avec la satisfaction d'avoir laissé quelque chose après nous: une ville nouvelle, une ville d'avenir, une ville que les Législateurs du carpet-bag n'ont su ni comprendre ni incorporer.

Gentilly grandit à vue d'œil. Rome et Paris ont commencé comme Gentilly en Saint-Jacques.

A propos de Rome, laissez-nous vous dire que notre commun ami, M. Joachim Rome, vient d'ouvrir un magnifique et splendide magasin de nouveautés au centre de Gentilly, près de l'Eglise St-Michel, sur l'ancienne habitation Marcelin Oubre.

Pas n'est besoin d'en dire davantage.

On croirait que nous faisons de la réclame.

Et nous nous réjouissons simplement de voir que notre communauté s'embellit, que notre commerce prend de l'étendue, que Gentilly devient une cité importante et justement renommée.

Ecole.—Une école vient d'être ouverte à la Pointe du Collége Jefferson, sur la propriété de M. Eugène Oubre, à l'ancien local de l'école de district.

M. Etienne Barthe, professeur d'expérience, en a le soin et la direction.

Excellents pères de famille, vous n'avez plus de prétextes à invoquer.

Si vos enfants restent ignorant, ignares, incapables de signer le nom du papa, à qui faudra-t-il vous en prendre?

Quand on sait faire des enfants, il faut savoir les nourrir et les.... instruire.

Honneur.—Et pourquoi donc St-Jacques n'a-t-il pas tressailli d'allégresse?

Il est venu nous visiter, nous voir, nous serrer la main, nous honorer de sa glorieuse présence.

—Qui donc?

—L'ex-marchand d'allumettes!

Autorité Diocésaine.—Une pétition, signée des Catholiques de la rive droite de St-Jacques, a été adressée, nous dit-on, au Révérend Gilbert Raymond, administrateur du Diocèse. Cette pétition a pour but de protester contre l'interdit de l'Eglise Paroissiale, et de demander un nouveau Curé en remplacement du Curé démissionnaire. La paroisse attend, avec anxiété, le résultat de cette démarche. Espérons qu'il nous sera bientôt connu, et qu'il répondra aux vœux de la population catholique de la rive droite. Voici la semaine sainte qui arrive, et jamais encore, pendant le présent Carême, il n'a été donné aux fidèles de "St-Jacques" d'entendre le moindre sermon, ou d'assister au moindre service religieux. Leur Eglise est fermée aux vivants et aux morts;—car nous savons que les cercueils n'ont plus droit d'entrée à l'Eglise de St-Jacques, et qu'ils sont conduits directement au cimetière.—L'anxiété des catholiques de la rive droite de la paroisse est bien facile à concevoir. On serait anxieux à moins.—

Mort.—M. Louis Copponex est mort la semaine dernière, et il a été enterré samedi 18 devant une foule nombreuse de connaissances et d'amis.

La mort de M. Louis Copponex a été pénible pour notre communauté, car le défunt était aimé et estimé de tous ceux qui le connaissaient. Il habitait la paroisse St-Jacques depuis plus de vingt ans.

M. Louis Copponex était natif de Suisse.

Décédée dans la paroisse St-Jacques, samedi 18 Mars 1871, à l'âge de trois mois, Marie Estelle Joséphine, fille d'Emilie Dicharry et de Louis J. Trudeau.

—Les Jules étaient une illustre famille de Romains.

Ils remontaient, comme tous les autres, à Vénus.

La république de 1871 en compte plusieurs.

Le Gouvernement de la défense nationale,—gouvernement qui ne défendit rien,—en eut trois: Jules Favre, Jules Ferry et Jules Simon.

Est-ce que M. J. Grévy, le président actuel de l'Assemblée nationale, ne serait point un Jules, lui aussi?

Les Rouges.

—:o:—

Ils sont voleurs, bandits, assassins, misérables;
Ils ont des projets vils, monstrueux, exécrables;
Ils brûleraient Paris, la France et l'univers;
Jamais laids scélérats ne furent plus pervers;
Tout crime leur sourit, devant toute infamie
Ils se sentent joyeux, et leur plus tendre amie
Est une guillotine. Ah! les affreux bourreaux!
Des plus bas criminels ils vous font des héros.
[même,
Bourgeois, nobles, banquiers, pontifes, Dieu lui-
Ils ne respectent rien. Leur vie est un blasphème.
Ces farouches gredins, ces maudits de l'égoût,
Aiment le sang par cœur et la fange par goût.
Ne les a-t-on pas vus, voluptueux infâmes,
Massacrer les enfants, assassiner les femmes,
Eriger l'échafaud en principe divin?
Ensanglantés, hideux, et barbouillés de vin,
N'ont-ils pas déterré les cadavres, hyènes
Qui jusque dans la tombe assouvissent leurs haines?
Dansant la Carmagnole et chantant Ça-Ira,
Ils épouvanteraient et Satan et Marat.

[hommes?
Après tout, messeigneurs, que veulent donc ces
[sommes,
—Vivre comme on doit vivre, être comme nous
Aimer et travailler, marcher dans la clarté,
Et léguer à leurs fils leur part de liberté.
Ils ne demandent rien que cette chose auguste
Qu'on appelle partant le droit, le vrai, le juste.
Est-ce crime bien grand, répondez!—Ils l'auront,
Ou, vaincus, écrasés, farouches, ils mourront.

J. G.

Feuilleton du *Louisianais.*

LES CHIENS.

—:o:—

Chap. XXXXII.

Les chiens, comme les hommes l'ont fait, n'ont jamais eu la sotte et malheureuse idée, de se donner un gouvernement politique, social, militaire et religieux.

Ils ne possèdent pas même un président des Etats-Unis, et jamais chien d'Ulysse n'a signé le message présidentiel d'Ulysse Grant.

Mais si la folie leur était venue de s'organiser politiquement, socialement, militairement et religieusement, on ne les aurait jamais vus tomber dans les excès de la royauté de Charlemagne, dans les misères du constitutionnalisme de Louis Philippe, dans les hontes et les lâchetés du despotisme du Bonaparte III. Les plus dévoués d'entre eux n'auraient pas osé franchir la limite la plus reculée de la démence, de l'impudence ou de l'idiotisme. Les autres [illegible]? Se rendre à Reims en grande [illegible], se mettre sur la tête une couronne d'or, se frotter le dos avec l'huile sainte d'une petite fiole, se proclamer et se faire proclamer

roi des chiens par autorité de Dieu, etc., tout cela aurait excité la colère de plus d'un mâtin et le rire de plus d'un roquet. Nul n'aurait brigué, après le sacre, l'honneur d'être porte-coton de sa majesté canine et royale. Aurait-t-on même trouvé un grand-prêtre assez sérieux pour se prêter à une plaisanterie de ce genre? Un chien roi, des chiens pairs, des caniches barons, des roquets marquis, des barbets maréchaux, des lévriers chambellans, des levrettes filles d'honneur, des épagneuls ambassadeurs, des bassets ministres, des chiens couchants juges, quelle excellente comédie! Et le peuple deviendrait alors un tas de chiens misérables, galeux, honteux, esclaves et bêtes. Ce peuple est une vile populace, la basse classe, la canaille. Qu'il tourne la broche pour ses maîtres! A lui le collier de fer, l'os sans viande, les coups de bâton, la niche étroite, le mépris et la honte méritée. On ne lui permettra pas de porter le plumet, l'épée, la croix d'honneur, le rochet, la mitre, le bonnet carré, et le reste. L'un produira et ne consommera pas; l'autre consommera et ne produira pas. Les utiles seront les méprisés, les inutiles seront les glorifiés. Après tout, si quelque misérable chien, un va-nu-pieds de la basse classe, a les dévotions, il pourra toujours s'approcher de la Majesté canine, et ses [illegible] seront miraculeusement guéries.

Quand sa Majesté mourra, car les rois meurent aussi bien que leurs sujets, toutes les [illegible] seront [illegible] au royaume de [illegible]. Que d'encens, de [illegible], de [illegible] et de [illegible]! Puis on mettra dans un [illegible] l'illustre [illegible] qui ne [illegible] plus.

C'est que le "droit divin" des rois et [illegible] est une grave chose, ô [illegible]. Vrai avec les Bourbons, [illegible] pas avec les lévriers? Et s'il est vrai avec les Bourbons et les lévriers, [illegible] pas avec les noires majestés [illegible] du Gabon? Un principe ne [illegible] d'une fois, et Tombouctou [illegible] ville que Reims. L'Afrique n'a-t-elle [illegible] des palmiers, et l'huile de [illegible] elle pas convenablement [illegible] ou un Charles X?

Mais si les chiens, [illegible], ne se soucient plus de la royauté d'un Louis XV ou d'un Charles X, pourquoi ne [illegible] pas le gouvernement à [illegible] d'Orléans, c'est-à-dire à un cadet de bonne maison? Le constitutionnalisme, avec une chambre des députés, des ministres responsables, une [illegible] police, une excellente garde nationale, des lois de Septembre, un [illegible] Thiers, une Université de [illegible], etc., a du bon. Notez qu'on cesse d'être roi de France pour devenir roi des Français; ce qui est un immense avantage pour tous les chiens de France et de Navarre. Avec une royauté constitutionnelle, les chiens [illegible] le roi, et la noblesse ne se targue point de [illegible] à la baisse du premier chien [illegible]. Moins de plumets, d'épées, de tiares, de [illegible] et de fleurs de lys. Vivent les rois [illegible]!

Au demeurant, si le comte de Paris,—qui fut le fils duc d'Orléans, lequel duc d'Orléans fut le fils de Louis Philippe, lequel Louis Philippe fut le fils de Philippe Egalité,—ne vous semble pas être l'héritier naturel et légitime de la couronne de France, par la simple raison qu'il ne suffit point d'être le fils de son père pour avoir droit à l'héritage de Soulouque l'Africain, il vous reste, ô chiens de la bêtise humaine, la glorieuse chance d'un Mâtin III, d'un empereur des chiens [illegible].

L'oncle étant quelque chose, le cousin peut-il être un idiot? Bon chien chasse de race. Et l'un deviendra Bazaine, et l'autre Canrobert, et le troisième Lebœuf, et le quatrième Rouher, et le cinquième David. La plus belle des levrettes sera impératrice, le plus servile des laquais deviendra [illegible]. Le fils, un petit chien bien léché, ne [illegible] que de la batiste, de la soie ou de velours. Des chiens parlant le grec, et fort graves, lui enseigneront l'art de se moucher sans mouchoir; des généraux chamarrés, et fort beaux, lui prouveront qu'un pétard vaut mieux qu'une grammaire; de jolies chiennes, et bien couchantes, lui apprendront à manger des bonbons. Et puis avec un empire, un empereur, des courtisans, des laquais, des [illegible], des généraux, des maréchaux, des préfets et des gendarmes, on déclare la guerre aux chiens d'outre-Rhin. Il n'est pas bon que la race canine se multiplie comme la postérité d'Abraham. Tuer est un passe-temps des plus agréables et des plus glorieux. On part soi-même pour la guerre, armé de la petite au museau, menaçant et superbe, laissant les rênes du gouvernement aux mains d'une régente, [illegible] tant de cueillir plus de lauriers qu'on [illegible] n'en saurait utiliser. C'est alors un des aboiements les plus belliqueux et les plus [illegible]. Le [illegible], un chien qui n'a qu'un [illegible], une épaulette de général, et le général, un des familiers du chenil, songe à une vie [illegible]. Si l'armée est victorieuse, l'empire devient une grande chose, et les chiens de l'histoire écrivent en l'honneur de César des livres admirables. Quant au chien-poète, il vous jappe des odes que les petits chiens de collége récitent sur l'air de la "Cigale et de la Fourmi." Mais si l'armée est vaincue comme à Sédan, et si Laridon est fait prisonnier, la chanson n'est plus la même. Les hurlements sont tristes. Le vaincu est un galeux, un roquet, un [illegible], un misérable, un lâche, une pourriture, une ordure, un Bonaparte III. Et cela se conçoit fort bien. Rien ne désillusionne comme la défaite. Un chien qui perd sa queue à la bataille est [illegible] un vilain chien. Aussi est-il logique, quand on est dégrisé par la défaite, de maudire un empire, un empereur, une impératrice, des courtisans, des courtisanes, et toutes les puces du chenil impérial.

Mais à quoi bon tout cela?

Est-ce que pour l'ambition de deux mâtins, un Bonaparte et un Guillaume, vous verrez jamais deux peuples de chiens s'insulter, se prendre à la gorge, se couper les oreilles, se dévorer la queue, quelquefois même s'étrangler? La démence d'un chien n'a jamais été jusque là. Si quarante millions de barbets pouvaient concevoir une idée aussi folle et aussi sanguinaire, ils mériteraient qu'on les châtiât comme des hommes. En tout cas, après avoir perdu leur Bonaparte à Sédan, leur Bazaine à Metz, leur Trochu à Paris, ils ne songeraient point à rétablir sur un trône tant de fois renversé le plus ignoble et le plus méprisable des empereurs connus et à connaître.

Les Français, eux, hésitent entre trois chiens.

Et quels hommes?

Le premier n'aura jamais de petits chiens, bien qu'il soit de race. Son nom est Henri.

Le second est le petit fils d'un chien connu et constitutionnel. Son père était français, sa mère allemande, et lui comte.

Le troisième, l'unique fils du sédentaire, n'est point de ceux qui guérissent des écrouelles, car il [illegible] par guérir les [illegible].

O France, si la [illegible] de chien ne veut pas mieux que la morsure de la chienne, étrangle donc sans pitié les trois chiens enragés qui te menacent.

J. G.

(La suite au prochain numéro.)